



OBJECTIF AFRIQUE

.....
LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 102 – 16 FEVRIER 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

DJIBOUTI : TROIS
NOUVEAUX PORTS EN
PROJETS

BRVM : DON DE
980 K USD DE LA
BAD POUR
RENFORCER LE
MARCHÉ BOURSIER
REGIONAL

KENYA : TOURNÉE DE
PROMOTION AUX
ÉTATS-UNIS EN VUE
DE L'ÉMISSION D'UN
EUROBOND DE 3
Mds USD

MAURICE :
ACCROISSEMENT DE
LA CONNECTIVITÉ
AÉRIENNE VERS LE
KENYA ET LES USA

TCHAD : LE PLAN DE
REPONSE A LA CRISE
HUMANITAIRE A ÉTÉ
LANCE

ETHIOPIE :
PUBLICATION DE
L'ARTICLE IV DU FMI

MADAGASCAR :
LANCEMENT DU
FONDS MIARAKAP
CO-FONDE PAR I&P

CÔTE D'IVOIRE : 6^E
RAPPORT DE LA BM
SUR LA SITUATION
ÉCONOMIQUE

ETHIOPIE : VISITES DE
MINISTRES
(COMMERCE ET
ÉLEVAGE ET PÊCHE)
EN FRANCE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Mauritanie et Sénégal : accord de coopération intergouvernemental (ACI)**

L'ACI porte sur la gestion du champ gazier offshore de Grande Tortue-Ahmeyin situé à la frontière maritime entre les deux pays. Ce complexe de 1200 km² dont les réserves sont estimées à 450 Mds de m³ de gaz, a été découvert en 2016 par la compagnie américaine Kosmos Energy (KE) et doit être développé en coopération avec l'entreprise britannique BP. Son exploitation effective est prévue en 2021 et nécessitera un investissement de 10 à 12 Mds USD (8 à 10 Mds EUR).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Ethiopie : publication de l'Article IV du FMI**

Le rapport Article IV du FMI a été publié le 24 janvier 2018 faisant suite à une mission réalisée fin 2017. Selon le FMI la croissance a été robuste en 2016/17, atteignant 9 % contre 8 % en 2015/16. Le Fonds salue la dévaluation du Birr décidée par les autorités en octobre 2017, qui devrait permettre d'améliorer la compétitivité de l'Ethiopie et contribuer ainsi à réduire le déficit extérieur, mais estime que la devise nationale demeure encore surévaluée. Le FMI a revu à la hausse le risque de non-soutenabilité de la dette, désormais jugé « élevé » du fait de la stagnation des exportations en 2016/17. Enfin, le Fonds encourage la conduite de réformes pour améliorer le climat des affaires et pour une meilleure transparence des données de gouvernance économique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : tournée de promotion aux Etats-Unis en vue de l'émission d'un Eurobond de 3 Mds USD**

Le gouverneur de la Banque centrale Patrick Njoroge a annoncé à Davos, une tournée aux Etats-Unis mi-février 2018, visant à promouvoir l'émission à venir d'un Eurobond de 3 Mds USD auprès des banques d'investissements américaines. Cette émission prévue en mars, devrait servir à refinancer jusqu'à 1,6 Mds USD de dettes arrivant à échéance, elles-mêmes issues d'un précédent Eurobond levé en 2014 (750 M USD) et dont le remboursement était prévu en octobre 2017, mais avait été repoussé à avril 2018, ainsi que d'un prêt syndiqué d'un montant de 800 M USD souscrit en 2015. Les 1,4 Mds USD restant seraient consacrés au financement de plusieurs projets d'investissements dans les infrastructures.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : revue à la hausse de la perspective associée à la note « émetteur long terme » du Kenya par l'agence Fitch.**

L'agence de notation Fitch, qui a maintenu la note de défaut émetteur à long terme (IDR) du Kenya à B+, s'est montrée plus optimiste, relevant la perspective d'évolution, qui passe ainsi de « Négatif » à « Stable ». Cette décision reflète les prévisions positives de l'agence en matière de soutenabilité de la dette publique et de renforcement de la croissance. Fitch estime en effet que la dette publique devrait encore augmenter légèrement en 2018 pour s'établir à 59 % du PIB avant de se stabiliser, conséquence de la baisse attendue du déficit public. Selon l'agence le déficit devrait s'établir à 7,5 % du PIB en 2018 contre 8,9 % en 2017, baisse imputable au ralentissement des investissements dans les grands projets d'infrastructures et à l'augmentation des recettes fiscales.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : augmentation de 5,2 % des investissements directs étrangers vers Maurice en 2016**

C'est ce que révèle le FMI dans son étude annuelle sur les IDE (Coordinated Direct Investment Survey – CDIS). A fin 2016, le stock d'IDE à Maurice s'élevait à 283 Mds USD contre 270 Mds USD fin 2015, soit une hausse de 5,2 %. Ce stock est détenu, par ordre d'importance, par les Etats-Unis, à hauteur de 54 Mds USD (19 %), suivis des Iles Caiman (41 Mds USD, 14,5 %), de Singapour (22 Mds USD, 7,8 %) et de l'Inde (21 Mds USD, 7,4 %). Le stock des IDE sortants mauriciens s'élevait quant à lui à 234 Mds USD fin 2016, en hausse annuelle de 4,9 %. L'Inde est le principal destinataire des IDE mauriciens avec un montant de 101,7 Mds USD soit 43,2 % du total, suivi de Singapour (21 Mds USD, 9 %).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : évaluation globalement négative du FMI sur l'économie soudanaise**

La mission du FMI conduite en janvier pour évaluer les récentes évolutions économiques du pays, a salué la suppression de la subvention sur le blé et appelé à la suppression de celle sur les carburants, qui contribue à la moitié du déficit budgétaire. La mission s'inquiète de la hausse de l'inflation, de la dépréciation accélérée de la valeur de la livre soudanaise et de l'absence de mesures sociales qui atténueraient l'effet de la hausse des prix.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : nouvelle estimation de la population à 58 millions**

Selon les dernières estimations de la Division Population des Nations Unies, la population tanzanienne aurait atteint 58 millions d'habitants cette année. La population urbaine constituerait 31 % de la population totale, contre 27,4 % en 2010. Le taux de croissance de la population serait de 3,15 % pour les huit dernières années. Si ce rythme se maintient, la Tanzanie pourrait atteindre 95 M d'habitant en 2050. Toutefois, selon les estimations du bureau des statistiques tanzanien (NBS), qui s'appuient sur le dernier recensement national en date de 2012 (44,9 M de tanzaniens), la population se serait établie à 51,55 M en 2017.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquée aux soumissionnaires étrangers lors des ventes aux enchères de minéraux**

Le gouvernement prépare un projet de loi en vue d'appliquer la TVA aux soumissionnaires étrangers participant aux ventes aux enchères de minéraux dans le pays. Selon le vice-ministre des ressources minières, qui a présenté la mesure au parlement, il s'agit d'une mesure d'équité avec les nationaux qui ambitionne de rétablir une « concurrence loyale ». Aujourd'hui, les étrangers ne sont pas tenus de payer la TVA ou peuvent en obtenir le remboursement pour les exportations. Cette mesure intervient un an après l'introduction de frais de compensation de 1 % de la valeur des exportations de minéraux pour tous les acquéreurs.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 6^e rapport de la Banque mondiale sur la situation économique

Le rapport souligne les bonnes performances économiques du pays, avec une croissance de 7,6 % en 2017 et des perspectives encourageantes. Le déficit budgétaire devrait converger à 3 % en 2019. Mais, le rapport note qu'en dépit de cette embellie, les gains de productivité sont relativement faibles en Côte d'Ivoire. Les compétences de sa main d'œuvre et la connectivité de son économie sont insuffisantes. Pour rattraper son retard technologique et accélérer son développement, la Banque recommande au pays d'encourager la diffusion des nouvelles technologies, de faciliter leur adoption et leur adaptation et de renforcer la connectivité tant physique que virtuelle pour améliorer l'échange de biens et de services, de personnes et d'idées.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse des échanges commerciaux avec la France en 2017

Les exportations françaises vers la Côte d'Ivoire ont augmenté de 10 % (1181 M EUR) en 2017, grâce à la vente d'avions (112 M EUR), aux produits pharmaceutiques qui continuent leur progression (+3,9 %, 182,5 M EUR) et au secteur des machines industrielles et agricoles (+6 %, 122 M EUR). Dans la lignée de 2016, les ventes de blé poursuivent leur recul (-34,7 %). Les importations françaises de la Côte d'Ivoire continuent de croître (+6,8 % à 840 M EUR, après +2 % en 2016). Les échanges sont favorables à la France, avec un excédent de 340 M EUR. La France est le second fournisseur de la Côte d'Ivoire derrière la Chine. En Afrique subsaharienne, le pays est le deuxième marché français après l'Afrique du Sud.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : hausse de 46 % du trafic portuaire cumulé à fin septembre 2017

Le trafic portuaire (y compris le transbordement) cumulé à fin septembre 2017 a progressé de 46 % par rapport à la même période en 2016, passant de 10,53 à 15,4 MT. Cette progression est principalement liée à l'activité de transbordement, en hausse de 4,2 MT pour s'établir, sur les trois trimestres, à 9,9 MT.

▼ Tchad : les commerçants pâtissent de la situation sociale

Les baisses des revenus des fonctionnaires par la suppression de 50 % de leurs compléments de salaires au mois de janvier, l'incertitude sur l'application de la réforme de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) pour le mois de février et les grèves à répétition ont sensiblement fait baisser la consommation courante des Tchadiens. Le secteur commerçant, formel et informel, commence à pâtir de ce ralentissement. D'après les professionnels, les consommateurs se font plus rares du fait d'une baisse de leur pouvoir d'achat. Aucun accord n'a pour l'instant été trouvé entre les divers syndicats et le gouvernement.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Tchad : l'Etat cherche à éponger sa dette intérieure

Le gouvernement tchadien a débloqué 12,3 Mds FCFA pour payer une partie de sa dette intérieure, dont l'évaluation est litigieuse et imprécise, mais estimée par les autorités à 800 Mds FCFA. Cet argent, destiné à relancer une économie atone, sera versée aux petites et moyennes entreprises qui offrent des biens et services à l'Etat appelés « bons de commandes administratifs ». Pour les grandes entreprises, l'Etat a annoncé accepter de compenser sa dette par une exonération de taxes.

✉ couleaudc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Kenya : perspectives de croissance fragiles pour le crédit au secteur privé

Fragilisé par l'augmentation des prêts non-performants ainsi que par la loi d'encadrement des taux bancaires, entrée en vigueur en septembre 2016, la croissance au secteur privé devrait restée morose en 2018. Cette dernière s'est établie à 2,4 % en 2017 contre 9,4 % en 2016, alors que sur la même période la croissance des prêts au gouvernement a presque doublé passant de 8,1 % en 2016 à 16,9 % en 2017. Les banques seraient en effet tentées de limiter leurs pertes en se concentrant sur les clients les moins risqués, évinçant ainsi une partie du secteur privé alors qu'en parallèle leur appétit pour les actifs considérés comme plus sûrs, comme les bons du Trésor se renforce.

✉ benoit.gautier@dgtrésor.gouv.fr

▼ Madagascar : lancement du fonds MIARAKAP

Le fonds d'investissement MIARAKAP cofondé par le groupe Investisseurs & Partenaires et Emmanuel Cotsoyannis a été lancé à Tananarive le 9 février. Premier fonds d'accompagnement et de mise en réseau des PME et start-up malgaches, il investira 8 M EUR sur 10 ans – dont 3 M EUR dès la première année – en faveur d'une quarantaine d'entreprises dans lesquelles il prendra une participation minoritaire durant cinq ans. Il vise principalement trois secteurs : les produits agricoles, l'électrification rurale et le développement d'applications informatiques. Parmi ses partenaires figurent des investisseurs résidents ou issus de la diaspora, les banques BNI et BFV-SG, les groupes Axian et Basan, ainsi que la coopération Monégasque et l'association Adéfiaurice.

✉ eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr

▼ Maurice : accroissement de la connectivité aérienne vers le Kenya et les USA

Alors qu'Air Maurice assure déjà trois vols hebdomadaires vers Nairobi en partage de code avec Kenya Airways, ces fréquences vont désormais passer à un vol par jour à compter du 7 juin. La compagnie kenyane vient en effet d'annoncer la mise en place de quatre rotations par semaine vers Maurice et ce, également en partage de code avec Air Mauritius. Avec ces liaisons, Kenya Airways entend valoriser au mieux son vol quotidien vers New York qui sera lancé fin octobre.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Seychelles : n°1 dans la catégorie "Climat et énergie" de l'Environmental Performance Index 2018

C'est ce que révèle l'enquête annuelle conduite par les Universités de Yale et de Columbia en partenariat avec le World Economic Forum qui analyse 24 critères de performances environnementales. Les investissements réalisés dans les énergies renouvelables au cours des dix dernières années et la réduction des gaz à effet de serre induite, ont permis le classement du pays en tête de liste dans la catégorie « Climat et énergie » et à la 39ème place toutes catégories confondues parmi 180 pays analysés.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Soudan : reprise du commerce frontalier avec le Soudan du Sud**

Le Soudan a annoncé la reprise de son commerce frontalier avec le Soudan du Sud. Le ministre du commerce s'est rendu à cet effet dans la province du Nil Blanc, limitrophe du Soudan du Sud, avec différentes administrations et hommes d'affaires. Les champs pétroliers du Soudan du Sud, contigus avec le Soudan, pourront être plus facilement approvisionnés à partir du Soudan plutôt que d'Ouganda.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Djibouti : trois nouveaux ports en projets

Alors que trois ports ont été inaugurés en 2017, l'Autorité des ports de Djibouti a annoncé le lancement de trois nouveaux ports en 2018. Le premier projet consiste en un nouveau terminal de conteneurs au port de Doraleh, pour un montant de 654 M USD. Le second projet est un poste de réparation en cale sèche pour un montant de 200 M USD. Enfin l'Autorité prévoit la construction d'un port multifonctions à Damerjog. Alors que le port de Djibouti reste la principale voie d'accès logistique à l'Éthiopie, le gouvernement éthiopien souhaite développer le port de Berbera au Somaliland, pour y faire transiter 30 % de ses marchandises d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Kenya : reprise de la construction de la ligne à haute-tension de Turkana par un consortium chinois

A la suite de la faillite de l'entreprise espagnole, Isolux, les compagnies chinoises NARI Group et Power China Guizhou ont obtenu le contrat pour mener à terme la construction de la ligne de transport 400kV de 428km entre Marsabit et Suswa permettant de connecter le parc éolien du lac de Turkana (310 MW) au réseau national. Le consortium s'est engagé à achever les travaux d'ici août 2018, pour un montant de 95 M USD (9,6 Mds KES). Une pénalité de 12,75 M USD (1,3 Md KES) est prévue pour chaque mois de retard, le cas échéant. La ligne devrait être terminée en mars 2017, à la mise en service du parc éolien. L'État verse depuis cette date des pénalités contractuelles au développeur du parc éolien, pour un montant cumulé de 56 M USD (5,7 Mds KES).

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ Rwanda : prêt de 3,4 M EUR pour une meilleure gestion de l'énergie domestique

Ce prêt, accordé par le Fond de Développement Nordique (NDF) au gouvernement du Rwanda, aidera à développer un projet au Nord-Ouest du pays ciblant l'amélioration de l'efficacité et de la pérennité des chaînes de valeur du bois et du charbon de bois. Les activités principalement financées comprendront également la promotion des sources d'énergie alternatives. Géré par la Banque mondiale, ce prêt participe au projet LAFREC (Landscape Approach to Forest Restoration and Conservation) porté par l'Autorité Rwandaise de Gestion de l'Environnement (REMA) dont l'objectif est d'aider les populations à développer des alternatives plus respectueuses de l'environnement.

✉ philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mali : émission d'un sukuk de 150 Mds FCFA (229 M EUR) sur le marché régional**

Le Mali vient d'émettre sa première obligation islamique (sukuk) d'un montant de 150 Mds FCFA (229 M EUR). Les souscriptions ont démarré le 2 février et devraient être clôturées le 16 février 2018. Le taux annuel de rémunération proposé est de 6,25 %. Le pays a eu recours aux services de la Société islamique de développement (filiale de la BID) dédiée au secteur privé, ainsi qu'à la firme Taïba Titrisation et à la Banque islamique du Sénégal pour cette opération. Le Mali est le 4e pays de l'UEMOA à émettre des obligations islamiques, après le Togo, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le pays n'obtient que 27 % du montant sollicité lors de sa dernière émission sur le marché régional**

Lors de sa dernière émission de bons de Trésor sur le marché régional (UEMOA), le 8 février dernier, le Niger n'a pu obtenir que 5,4 Mds de FCFA (8,2 M EUR), soit environ 27 % du montant mis en adjudication (20 Mds FCFA-30,5 M EUR). La maturité de l'emprunt est de trois ans et le taux d'intérêt est ressorti à 6 %.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Cameroun : le fonds d'investissement britannique Actis annonce la construction d'un centre commercial de 18 000 m² dans la capitale économique**

Le futur centre commercial « Douala Grand Mall & Business Park » financé par Actis, sera réalisé avec le concours d'un partenaire local, Craft Development. Ce centre commercial est la première phase d'un projet global qui comprend également la construction d'un hôtel cinq étoiles et d'un parc de bureaux, pour un coût total estimé à 80 Mds FCFA. Actis est déjà présent au Cameroun, comme concessionnaire du service public de l'électricité depuis 2014.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le plan de réponse à la crise humanitaire a été lancé**

Le ministère de l'Economie et de la Planification du Développement a lancé officiellement le vendredi 9 février à l'hôtel La Résidence de N'Djamena le plan de réponse humanitaire du Tchad. Les différents acteurs humanitaires et diplomatiques et les partenaires techniques et financiers qui appuient le pays cherchent à mobiliser 544 millions d'USD, qui bénéficieraient à 1,9 million de personnes ciblées parmi les 4,4 millions qui ont besoin d'assistance humanitaire dans le pays. L'objectif est d'apporter une réponse coordonnée entre les 135 organisations humanitaires qui sont aujourd'hui opérationnelles au Tchad.

✉ couleaudc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

► Energie et matières premières

► Burkina Faso : SEMAFO acquiert 15,5 % du capital-actions de Savary Gold

La compagnie aurifère canadienne Savary Gold a annoncé la vente de 33,33 M de ses actions à la société minière canadienne SEMAFO pour 2 MUSD (1,6 M EUR). Ce placement privé permet à SEMAFO d'acquérir 15,5 % du capital-actions de la compagnie canadienne. Savary Gold a indiqué qu'elle utilisera les fonds levés pour réaliser des études techniques et des forages sur le projet aurifère Karankasso. Pour rappel, le projet Karankasso situé au Sud-Est de Bobo-Dioulasso héberge une ressource minérale inférée de 805 000 onces d'or.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

► Cameroun : le barrage hydroélectrique de Memve'ele réceptionné de façon provisoire

Selon le ministre de l'Eau et de l'Energie, Basile Atangana Kouna, la réception définitive, interviendra dès la fin des travaux de construction des ouvrages d'évacuation d'énergie, financé par Eximbank Chine à hauteur de 83 Mds FCFA. Cette réception définitive sera immédiatement suivie de la mise en service de la centrale hydroélectrique. Le barrage de Memve'ele construit par le chinois Sinohydro pour un coût global de 420 Mds FCFA, détient une capacité de production d'énergie électrique de 211 MW.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

► Cobalt, vers une traçabilité BlockChain

La chaîne d'approvisionnement du cobalt est sous le feu des critiques en raison de la présence de graves risques sociaux et environnementaux. Des initiatives visent à améliorer les pratiques de vigilance telles que la « Responsible Cobalt Initiative » ou encore un projet pilote en RDC utilisant la technologie blockchain qui permet de retracer toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement depuis la mise sous sac du cobalt à la mine jusqu'à la fonderie en passant par les divers intermédiaires. A l'instar de l'industrie diamantaire, la filière du cobalt pourrait bénéficier de cette technologie pour garantir des données ESG fiables relatives à sa chaîne de valeur complexe et une traçabilité exemplaire.

✉ ps.guedj@affectimutandi.com

Services

▼ Burkina Faso : l'ouverture de l'aéroport de Donsin reportée en 2021

L'inauguration de l'aéroport international de Donsin, destiné à remplacer l'actuel aéroport de Ouagadougou, est renvoyé en 2021, soit un report d'un an compte tenu de différents problèmes rencontrés. Les voies d'accès, en cours d'exécution, devraient être achevées fin mars 2018 et les travaux de construction sur la plateforme aéroportuaire vont démarrer d'ici la fin de l'année.

✉ michel.dhe@dgtrésor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : promulgation de la loi sur le secteur de l'énergie

Plusieurs textes d'application de la nouvelle loi d'avril 2017 sur le secteur de l'énergie ont été promulgués et précisent notamment les procédures d'octroi (en priorité par appel à la concurrence) des autorisations et licences pour les producteurs ainsi que des concessions de distribution, les modalités de supervision et contrôle de leur activité par le régulateur. Les cahiers des charges applicables aux producteurs indépendants prévoient en particulier le principe d'une obligation de performance en matière de garantie du niveau de capacité et de qualité de l'énergie livrée, ainsi que le droit à opter pour la source d'énergie la mieux adaptée et d'accéder aux réseaux de transport et de distribution.

✉ jean-jacques.lecat@cms-fl.com

▼ BRVM : Don de 980 000 USD de la BAD pour renforcer le marché boursier régional

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) vient de signer avec la Banque africaine de développement (BAD) un accord de don de 980 000 USD (794 000 EUR) pour la mise en œuvre d'un projet d'appui au développement du marché financier régional (UEMOA). En l'occurrence, ce financement devrait permettre de soutenir le programme ELITE Lounge BRVM qui vise à accompagner et faciliter la préparation des PME à l'accès au marché boursier régional. Il devrait également permettre le déploiement rapide de nouveaux produits tels que la titrisation, les émissions obligataires destinées à la diaspora et les émissions obligataires vertes.

✉ saint-jerome.koffi@dgtrésor.gouv.fr

ENTREPRISES

■ Bénin : création de la Société des infrastructures routières du Bénin (SIRB)

Le gouvernement a annoncé la création de la Société des infrastructures routières du Bénin (SIRB). Cette nouvelle société aura à charge la gestion, le développement et l'entretien des infrastructures routières et autoroutières, ainsi que l'amélioration de leur qualité. La SIRB aura aussi pour vocation d'assurer l'accroissement et la sécurisation des ressources issues de l'exploitation du réseau routier à travers les péages et les services connexes. Cette initiative vient pallier les insuffisances notées au niveau de la gestion des ponts péages et répondre au besoin d'entretien dans la durée des grands axes routiers actuellement en chantier.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Erratum : Burkina Faso : remaniement ministériel du 31 janvier 2018

Le Premier ministre Paul Kaba Thiéba reste en place et prend la tête d'un nouveau gouvernement constitué de 33 membres dont 6 femmes. Au ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Rosine Coulibaly conserve son poste ainsi que la ministre déléguée chargée du budget, Edith Clémence Yaka. Harouna Kaboré, prend le portefeuille du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat.

▼ Côte d'Ivoire : 2^e édition des Adicomdays les 1^{er} et 2 mars

Les 1^{er} et 2 mars se tiendra au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, la 2^e édition des Adicomdays. Organisé par Totem Expérience, spécialisée dans l'influence marketing et le brand content, en partenariat avec Veilleur des Médias, expert suivi et analyse de la presse et du web, l'évènement vise à promouvoir la créativité digitale. Le programme comprend une série de conférences rassemblant des nouveaux acteurs du numérique et des dirigeants d'entreprises ainsi qu'une soirée de remise des prix « Adicom Awards » récompensant des jeunes talents du numérique.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 2^e édition du forum africain pour la résilience

La Banque africaine de développement (BAD) a organisé le 7 et 8 février la 2^e édition du Forum africain pour la résilience avec pour thème « Renforcer la résilience des populations au bas de la pyramide ». Ministres, représentants d'organisations nationales et internationales, figures de la société civile, universitaires et personnalités du secteur privé ont débattu des moyens pour accélérer la mise en œuvre des 5 priorités stratégiques de la BAD dites « High 5 » (éclairer, nourrir, industrialiser, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations). Une quinzaine d'entreprises ont également présenté des produits innovants contribuant à la réalisation de ces priorités.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : visites de ministres (commerce et élevage et pêche) en France

Le ministre du Commerce et le ministre de l'Elevage et de la pêche se rendront en France en mars. Le ministre du Commerce, Dr Bekele Bulado se rendra, avec une délégation de représentants de l'industrie textile, au Paris Textile and Apparel Conference pour attirer des investisseurs français et identifier des débouchés pour le secteur textile éthiopien. Le ministre de l'Elevage et de la pêche, Dr. Fekadu Beyene, participera fin février au Salon de l'Agriculture à Paris à l'invitation du ministre de l'Agriculture.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : organisation du « Gabon Wood Show » du 20 au 22 juin 2018**

Le ministre de la Forêt, M. Pacôme Moubelet Boubeya, a annoncé la tenue, du 20 au 22 juin 2018, du « Gabon Wood Show » à Libreville. Cet événement, organisé conjointement par Gabon Special Economic Zone (GSEZ), le ministère de la Forêt et l'entreprise Strategic Marketing Exhibitions, vise à promouvoir l'ensemble des opérateurs de la filière bois gabonaise et à attirer des investisseurs internationaux. Sur 5 000 m², 75 exposants, venant de 30 pays différents, présenteront leurs produits aux 5000 visiteurs attendus pour cette première édition. Le gouvernement souhaite faire de cet événement le lieu de rencontre privilégié des acteurs de la filière bois d'Afrique Centrale.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Atelier d'information Business France à Paris**

Atelier d'information à Paris, le 9 mars 2018.

L'Ouganda enregistre une croissance économique proche des 5 % depuis 2008. Cette croissance devrait fortement augmenter dans les années à venir, tirée par l'extraction d'hydrocarbures découverts près du lac Albert (prévisions de croissance en 2022 selon le FMI : 8,01 %). Le gouvernement a mis en œuvre un programme de développement appelé « Uganda Vision 2040 » dont l'objectif est d'atteindre d'ici 2020 le statut des Pays à Revenus Intermédiaires (PIB/habitant supérieur à 1 025 USD). Pour atteindre cet objectif, le pays s'est engagé dans une politique d'investissements publics en faveur du développement de ses infrastructures, et compte sur le boom économique lié à l'extraction de pétroles découverts près du lac Albert. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché en plein essor, venez participer à cet atelier d'information.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

